

Nouveaux Cahiers du socialisme



Une décroissance de la production agricole mondiale est-elle souhaitable ?

Rodolphe De Koninck

Number 14, Fall 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/79402ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

De Koninck, R. (2015). Une décroissance de la production agricole mondiale est-elle souhaitable ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 148-155.

Une décroissance de la production agricole mondiale est-elle souhaitable ?

RODOLPHE DE KONINCK

Pourquoi cet appel répété à l'expansion mondiale de l'agriculture ?

Les grands médias de la planète font fréquemment état de la nécessité pour l'humanité de continuer à étendre le domaine agricole planétaire¹. À vrai dire, cet appel provient des grands organismes internationaux – Banque mondiale, FAO² et PNUD³ en tête – et autres *think tanks* qui répètent inlassablement qu'il est indispensable de produire plus de denrées alimentaires et, à cette fin, d'étendre le domaine de l'agriculture, en particulier dans les pays du Sud. Cela apparaît étonnant, puisqu'actuellement l'agriculture mondiale produit assez pour suffire aux besoins de quelque dix milliards d'habitants⁴, un nombre qui ne sera vraisemblablement pas atteint, s'il devait l'être un jour, avant l'an 2040, voire l'an 2050. Cela dit, il est vrai qu'à la fin de 2014, alors que la planète comptait quelque 7,2 milliards d'habitants, près de 800 millions d'humains (11 %) vivaient en état de famine chronique et près de deux milliards ne mangeaient pas à leur faim alors que 1,9 milliard d'adultes (39 %) étaient en état de surpoids et que plus de 600 millions étaient obèses (13 %)⁵.

On peut donc s'interroger sur les causes de cette mauvaise répartition de la consommation des ressources alimentaires de la planète. Tout comme demander pourquoi on prône avec tant d'insistance l'expansion des espaces cultivés, aux conséquences dévastatrices pour les écosystèmes, et à laquelle souscrivent tant de multinationales du secteur agroalimentaire, ces fers de lance de la mondialisation. Pour mieux comprendre pourquoi et comment l'agriculture mondiale en est arrivée là, il est nécessaire d'effectuer quelques rappels schématiques.

Les étapes de la prise de contrôle de l'agriculture par les multinationales

Aux États-Unis, la formation des multinationales de l'agriculture a été enclenchée dès les dernières décennies du XIX^e siècle, à la suite de la fin tant de

1 Je reprends ici un constat que j'ai déjà évoqué dans: Rodolphe De Koninck, « Continuer à étendre l'agriculture sur une planète malmenée. Pourquoi et quelles conséquences ? », à paraître dans GIFRIC, *La mondialisation, défis pour l'humain*, 2015. Je remercie Jean-François Bissonnette qui a bien voulu relire ce texte-ci et me faire part de ses conseils.

2 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

3 Programme des Nations unies pour le développement.

4 Jonathan A. Foley, Navin Ramankutty, Kate A. Brauman et collaborateurs, « Solutions for a cultivated earth », *Nature*, vol. 478, 2011, p. 337-342.

5 FAO, *FAO 2014 World Hunger Map*, 2015; WHO, *World Obesity Prevalence*, 2014.

la guerre civile que des guerres indiennes et avec l'achèvement de la conquête de l'Ouest. Dès lors, le pays allait pouvoir déployer toute sa puissance à l'échelle planétaire, en particulier en prenant d'assaut les marchés agricoles. Ainsi, l'entreprise Cargill, aujourd'hui encore l'une des plus puissantes multinationales de l'agroindustrie, fut fondée en 1865. D'autres suivirent, telles Bunge, Continental et Louis Dreyfus. Mais ce n'est pourtant que dans la foulée de la Deuxième Guerre mondiale que de telles multinationales, tant américaines qu'européennes, se virent offrir les moyens nécessaires à la réalisation de leurs ambitions, c'est-à-dire l'exercice d'un contrôle sans partage des marchés, sauf entre elles-mêmes.

C'est à ce moment que furent consolidées ou carrément fondées les grandes organisations internationales. Cela comprend la création, dès 1944, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), de la FAO en 1945, puis l'établissement des accords dits du GATT (*General Agreement on Trade and Tariffs*) en 1947 et la fondation en 1995 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Même si les intentions derrière ces initiatives fondatrices étaient de faciliter tant les productions que de réglementer les échanges, elles ont d'abord et surtout balisé la voie à l'expansion planétaire des grandes entreprises, dont celles du secteur agroalimentaire.

L'une des conséquences principales a été la déstructuration de plus en plus évidente des agricultures paysannes des pays pauvres, ceux-là mêmes au nom desquels ces organisations étaient censées œuvrer. À compter des années 1990, cette déstructuration a été grandement facilitée par l'application, sous l'égide du FMI, des programmes d'ajustements structurels, tout particulièrement en Afrique. Sous prétexte de redresser les finances des pays récipiendaires de ses prêts, le FMI exigeait: 1) l'application de politiques d'austérité, 2) la privatisation des entreprises d'État, 3) lequel était par ailleurs sommé de réduire ses aides au secteur agricole, et enfin 4) l'ouverture aux investisseurs étrangers et aux exportations agricoles des pays industriels. En clair, les pays aidés étaient priés de se soumettre aux soi-disant lois du marché. Si, dans quelques cas, ces politiques ont favorisé la croissance macroéconomique, elles ont presque partout contribué à l'accroissement des inégalités et, surtout, à une réduction de la souveraineté et de la sécurité alimentaires de nombreux pays. Ainsi furent assurés l'accroissement et la consolidation de la dépendance des pays pauvres à l'endroit de la surproduction agroalimentaire subventionnée des riches pays industriels.

Tout en étant les principales responsables de la surproduction subventionnée, les multinationales du secteur agroalimentaire sont parvenues à accroître leur poids relatif sur l'agriculture planétaire, grâce aux grandes déréglementations des marchés agricoles eux-mêmes. Instituées par la *Securities and Exchange Commission* américaine en 1998 et 2004, donc pendant des présidences d'abord démocrate (celle de Bill Clinton), puis républicaine (celle de George W. Bush), ces déréglementations sont venues faciliter la mainmise des multinationales sur

les marchés. Depuis lors, l'argumentation pourtant bien étayée en faveur de « l'exception agricole », selon laquelle la nourriture ne devrait pas faire l'objet de spéculations, est restée inaudible. Soumise aux caprices de ladite spéculation, jusqu'alors quasiment inexistante dans le domaine agricole vivrier, l'agriculture a ainsi vu le capitalisme boursier lui imposer sa logique parasitaire. Cette association contre-nature entre alimentation et marchés financiers⁶ œuvre nécessairement en faveur des gros joueurs, c'est-à-dire les grandes entreprises multinationales de l'agroalimentaire. D'ailleurs, à celles déjà évoquées, toutes plus que centenaires, s'étaient entretemps ajoutés plusieurs poids lourds, tels Nestlé, Monsanto et Wal-Mart.

Les principaux outils du contrôle contemporain

Les outils de contrôle oligopolistique de la production agricole planétaire sont nombreux. Parmi ceux-ci, il faut compter: 1) la destruction de la biodiversité; 2) la pratique de la monoculture; et donc 3) le recours massif aux intrants d'origine industrielle et aux sources d'énergie fossile; 4) l'externalisation, c'est-à-dire la socialisation d'une forte proportion des coûts de production; 5) la surproduction, la surconsommation alimentaire, le gaspillage et la publicité; 6) l'accaparement des terres; 7) enfin, la promotion de l'alimentation carnée, l'élevage et la destruction absurde de la forêt, notamment pour la culture tout aussi absurde des agrocarburants.

1. Nécessaire destruction de la biodiversité

Il ne faut pas croire que la destruction de la biodiversité n'est qu'une conséquence inévitable et malheureuse du développement de l'agriculture industrielle. Elle en représente plutôt une condition essentielle, en particulier pour la réalisation de sa concentration entre les mains d'un nombre restreint de gros joueurs. Plus le nombre d'espèces végétales produites se réduit, plus facile devient le contrôle de leur culture et de leur mise en marché. Ainsi, on sait qu'au cours de l'histoire de l'humanité, jusqu'à 7000 espèces de plantes comestibles ont été cultivées; aujourd'hui l'on en cultive moins de 1500, leur recul ayant été précipité pendant les XX^e et XXI^e siècles⁷. De plus, environ 95 % de toutes les calories et protéines d'origine végétale, comprenant celles assurant la production animale, proviennent de 30 plantes, dont dix comptant pour 75 % du total. Les quatre principales sont le maïs, le blé, le riz et le soja. Les six autres sont le sorgho, le millet, la patate douce, le sucre (de canne et de betterave) et, enfin, la banane. À eux seuls, maïs, blé et riz comptent pour 50 % du total et pour 85 % de toutes les céréales produites⁸. Largement associée à l'essor de l'élevage,

6 Jayati Gosh, « The unnatural coupling: food and global finance », *Journal of Agrarian Change*, vol. 10, n° 1, 2010, p. 72-86.

7 <www.invivo-group.com/dossier/33/view/all/l-agriculture-une-menace-pour-la-biodiversite>.

8 FAOSTAT, diverses années: <<http://faostat.fao.org/site/339/default.aspx>>.

la croissance fulgurante de la culture de soja – les tourteaux (résidus) de soja – n'a d'égale que celle du maïs et du palmier à huile.

2. Pratique de la monoculture...

Pour une grande entreprise misant sur la mécanisation et la quasi-robotisation de la production, il est beaucoup plus facile et donc plus rentable de ne cultiver qu'un nombre très réduit de plantes, et même de se limiter à une seule, en particulier si sa mise en marché est assurée, par exemple, par l'essor de la demande en provenance de l'industrie de l'élevage, qu'il s'agisse de celui de la volaille, du porc ou des bovins. C'est précisément le cas de la culture du maïs et de celle du soja, de plus en plus cultivés sous leur forme transgénique, laquelle, par ailleurs, facilite grandement la monopolisation du marché des intrants. En effet, les plantes transgéniques sont formatées, en quelque sorte, pour ne répondre favorablement qu'à des intrants bien définis, tels des herbicides rendus incontournables et dont la mise en marché est strictement monopolisée, notamment par la multinationale Monsanto. Là réside le principal attrait des cultures transgéniques pour les multinationales du secteur agroalimentaire: leur production est plus facilement appropriée, plus facilement monopolisée.

3. ... et donc recours massif aux intrants d'origine industrielle et aux sources d'énergie fossile

Plus la monoculture se développe sur un sol donné, plus celui-ci s'appauvrit et plus deviennent nécessaires les apports en fertilisants d'origine industrielle. De plus, la mécanisation lourde, en particulier celle des labours profonds, peut aussi contribuer, notamment en éliminant les vers de terre, à la réduction de cette fertilité. Afin de suppléer à ces déficits, la production industrialisée des monocultures doit s'en remettre encore plus aux coûteux engrais chimiques, tout en ayant recours aux carburants d'origine fossile pour faire tourner sa machinerie. Bref, la monoculture est nécessairement plus énergivore et polluante que la polyculture.

4. Externalisation : la socialisation d'une forte proportion des coûts de production

Pour s'en sortir, pour réaliser des profits, les grandes entreprises agricoles doivent pouvoir refilet à autrui, à la société, une bonne partie des factures associées à ces pratiques coûteuses. Cela signifie que les coûts de la détérioration environnementale dont elles sont responsables ne sont pas intégrés dans leurs propres coûts, ce qui rappelle une pratique largement répandue dans le domaine minier. Si l'agriculture industrielle devait assumer tous ses coûts, sa rentabilité et sa compétitivité seraient sérieusement menacées. En socialisant une bonne partie de ses coûts réels, ce que ne se permet pas l'agriculture biologique, au sein de laquelle le coût relatif du travail est plus important, elle peut continuer à marginaliser celle-ci.

5. *Surproduction, surconsommation alimentaire, gaspillage et publicité*

N'ayant pas à s'embarrasser outre mesure des dégâts environnementaux dont elle est responsable, la grande agriculture industrielle peut ainsi inonder le marché avec des produits à faible prix, éliminant du même coup les petits producteurs qui sont généralement moins protégés et aidés par les États. On en arrive ainsi à un point où nos agricultures surproduisent, c'est-à-dire qu'elles produisent plus que ce dont le marché a réellement besoin, quitte à gaspiller une partie de cette production et à faire en sorte que les consommateurs et les consommatrices en fassent autant. Le résultat en est que dans les grands pays industriels, on estime que de 30 % à 40 % de la production vivrière ne sont tout simplement pas consommés⁹. Les produits vivriers se détériorent ou sont détruits ou jetés, soit dans les champs, pour cause de non-conformité aux caprices du marché (forme, couleur, texture), soit pendant leur transport, soit et surtout par les consommateurs eux-mêmes, une pratique particulièrement répandue aux États-Unis et au Royaume-Uni. De surcroît, il semble que de telles estimations ne prennent pas en compte la consommation excessive, en particulier celle de la malbouffe, avec les conséquences que l'on sait sur la santé et sur les coûts qui en découlent pour le budget des individus et de l'État. La nourriture industrielle, « boostée » au sucre, au sel et aux matières grasses, n'est d'ailleurs plus l'apanage des pays riches (où elle est enfin de plus en plus remise en question), puisqu'elle se répand un peu partout dans le monde, notamment au Mexique, où depuis peu les taux d'obésité dépassent même ceux atteints aux États-Unis, longtemps champions en la matière¹⁰.

Alors que dans les pays riches la plus grande partie du gaspillage se réalise aux étapes de la mise en marché, de la consommation ou de la surconsommation, dans les pays pauvres, notamment en Inde, c'est pendant celles du transport et du stockage que les pertes sont les plus élevées.

S'agissant de la surproduction agricole et de la surconsommation alimentaire si répandues dans les pays riches, celles-ci illustrent éloquemment les contradictions des politiques de croissance à tout prix qui caractérisent le néolibéralisme. Pour que celui-ci tienne, il lui faut promouvoir une économie qui produise des biens pour produire des biens, quels qu'en soient les coûts et les conséquences. Même si l'on sait pertinemment qu'une énorme proportion de ce que la machine à produire met sur le marché n'est pas vraiment nécessaire – et cela ne s'applique pas qu'à la production vivrière – il faut que cette machine tourne au maximum car, n'en déplaise au capitalisme financier et à ses dérivés, c'est

9 Foley et collaborateurs, *op. cit.*, p. 340; Julian Parfitt, Mark Barthel et Sarah Macnaughton, « Food waste within food supply chains: quantification and potential for change to 2050 », *Philosophical Transactions of the Royal Society B*, vol. 365, 2010, p. 3065-3081.

10 En 2013, les taux d'obésité parmi les adultes atteignaient près de 32 % aux États-Unis et près de 33 % au Mexique: <www.telegraph.co.uk/news/worldnews/centralamericaandthecaribbean/mexico/10173174/Mexico-surpasses-US-in-obesity-levels.html>.

d'abord dans la production et par la production que les profits et l'accumulation peuvent se réaliser. D'où l'importance capitale de la publicité, omniprésente dans nos vies, car elle sert à promouvoir un modèle de société dans lequel, contrairement à ce que l'on veut bien faire croire, ce n'est pas la demande qui conditionne l'offre, mais bien l'offre qui conditionne la demande¹¹. À ce leurre, et à l'illusion du choix qui en découle, s'ajoutent ceux de la définition de la croissance et de sa soi-disant relation directe avec l'emploi. Là aussi la réalité dément cette fiction. La croissance de la production agricole, lorsqu'elle repose sur la grande agriculture industrielle, détruit beaucoup plus d'emplois qu'elle n'en crée, dans pratiquement tous les niveaux de la filière, tout particulièrement dans le travail agricole lui-même. Il en va de l'agriculture comme de l'industrie. Dans cette dernière, à investissement égal, la petite et moyenne entreprise crée beaucoup plus d'emplois, au même titre que l'agriculture parcellaire en crée aussi infiniment plus que le gigantisme agricole, tout en demeurant compétitive sur le plan des coûts réels¹².

6. *L'accaparement des terres*

L'accaparement des terres, en anglais *land grabbing*, désigne une pratique qui se répand depuis une bonne quinzaine d'années, suivant laquelle de grandes entreprises, parfois même des États, parviennent à s'appropriier, souvent de façon illégale, de vastes superficies de terres agricoles qui sont alors généralement consacrées aux monocultures d'exportation. Cette pratique consistant à voler ou à confisquer des terres agricoles est en réalité vieille comme l'agriculture. Mais si elle prend autant d'ampleur aujourd'hui, c'est que la déréglementation déjà évoquée et donc la spéculation sur les produits vivriers qui en a découlé ont attiré de plus en plus les spéculateurs qui sévissent désormais à l'échelle planétaire. Les formes que peut prendre l'accaparement sont multiples¹³, et peu de pays sont à l'abri. Mais en général il implique des investisseurs provenant de pays riches et se réalise dans les pays pauvres, en particulier en Afrique. Il consiste la plupart du temps dans l'expropriation de nombreux petits producteurs parcellaires et la consolidation de milliers d'hectares désormais réunis d'un seul tenant¹⁴. De plus, cette forme d'expansion agricole prédatrice, reposant parfois sur l'usage de la violence, celle des entreprises et même des États, contribue rarement à la souveraineté alimentaire des pays dans lesquels elle se réalise.

11 S'agissant de l'offre, on peut noter qu'elle peut laisser place à des innovations, telles celles associées à l'agriculture biologique et même urbaine.

12 Jean François Bélières, Philippe Bonnal, Pierre-Marie Bosc, Bruno Losch, Jacques Marzin et Jean-Michel Sourisseau, *Les agricultures familiales du monde*, Montpellier, CIRAD, 2014; Le Monde, *Les nouveaux paysans*, n° hors série, décembre 2012.

13 Voir le site Web <www.farmlandgrab.org> ainsi que le numéro entier du *Journal of Peasant Studies* consacré la question en 2011 (vol. 38, n° 2).

14 Voir l'excellent film *Planète à vendre* : <www.arte.tv/fr/planete-a-vendre/3758592.html>.

7. *Alimentation carnée, élevage, agrocarburants et déforestation*

Dans cette fuite en avant qui caractérise le modèle dominant de la grande agriculture industrielle, la nécessité de promouvoir l'alimentation carnée génère la stratégie sans doute la plus dommageable. Alors que sont abondamment documentés¹⁵ les multiples problèmes associés tant à cette forme d'alimentation sur le plan de la santé qu'à l'élevage sur le plan de l'environnement, la consommation de viande s'avère en forte croissance à l'échelle mondiale, tout particulièrement en Asie. L'expansion de l'élevage, en particulier bovin, qui est de loin le plus polluant et le plus irrationnel en termes de logique agricole – la calorie tout comme la protéine d'origine bovine sont les plus coûteuses à produire – apparaît d'autant plus pernicieuse qu'elle s'appuie elle-même sur l'expansion de la culture du soja et du maïs, deux cultures transgéniques particulièrement exigeantes en eau, ressource dont l'agriculture est déjà la principale consommatrice, loin devant l'industrie.

Ajoutons que si le maïs est devenu depuis peu la première céréale produite dans le monde, c'est pour répondre à la fois à cette demande de l'industrie de l'élevage et à celle des agrocarburants. Pourtant, le recours à ces derniers, qu'il s'agisse de l'éthanol, produit surtout à partir de la canne à sucre, ou du biodiesel, provenant surtout de la transformation de l'huile de palme, apparaît de moins en moins défendable¹⁶. En effet, si tous les coûts tant économiques qu'environnementaux sont pris en considération lorsque la production et l'utilisation des agrocarburants sont comparées à celles du pétrole, il n'est pas si évident que le second soit perdant. Et si l'on ajoute le fait que les cultures alimentaires sont ainsi détournées de leur objectif premier et qu'il faut donc cultiver de nouvelles terres pour combler le déficit qui en résulte, le recours aux agrocarburants pour faire rouler des voitures – dont le nombre dans le monde est déjà beaucoup trop élevé (quel que soit le carburant utilisé) pour ce que peut endurer la biosphère – est une absurdité. D'autant plus grande que l'essentiel de l'expansion agricole qui se réalise dans le monde l'est aux dépens des forêts – d'ailleurs essentiellement dans les pays du Sud – dont la survie est indispensable à celle de l'anthroposphère, étant donné leur rôle indispensable dans le cycle et la rétention du carbone. D'ailleurs, même la Banque mondiale et la FAO qui, encore en 2007, appuyaient le développement de la filière des agrocarburants¹⁷,

15 Raj Pattel, *Stuffed and Starved. The Hidden Battle for the World's Food System*, Toronto, Harper Collins, 2007; Michael Pollan, *In Defense of Food. An Eater's Manifesto*, New York, Penguin, 2008; Paul Roberts, *The End of Food. The Coming Crisis in the World Food Industry*, New York, Bloomsbury, 2008; Laure Waridel, *L'envers de l'assiette et quelques idées pour la mettre à l'endroit*, Montréal, Écosociété, 2010; Tony Weis, *The Global Food Economy. The Battle for the Future of Farming*, New York, Zed Books, 2007.

16 Fabrice Nicolino, *Biocarburants. La fausse solution*, Paris, Fayard, 2008; Vaclav Smil, *Myths and Realities. Bringing Science to the Energy Debate*, Washington, AEI Press, 2010.

17 Banque mondiale, *World Development Report 2008. Agriculture for Development*, Washington, 2007.

ont depuis retiré leur soutien à une initiative mal inspirée dès le départ¹⁸. Enfin, la pression sur les terres ainsi exacerbée l'est d'autant plus que l'on demande à l'agriculture, ou plus exactement à l'aquaculture, de suppléer à la déperdition accélérée des ressources marines. La boucle de la détérioration environnementale est bouclée lorsque cette pisciculture se réalise à l'interface des terres et des mers, notamment dans les mangroves littorales, contribuant ainsi davantage à la pollution des eaux marines et au déclin de la pêche démersale¹⁹.

Une décroissance de la production agricole est-elle souhaitable ?

S'agissant d'agriculture, une chose est certaine : son expansion territoriale à l'échelle planétaire est de toute évidence à proscrire, comme le reconnaît un nombre croissant d'observateurs scientifiques²⁰. C'est que cette expansion représente une fuite en avant et ne fait qu'exacerber les principaux maux auxquels contribue l'agriculture, ce qui comprend la destruction des écosystèmes et le gaspillage des ressources, la destruction de l'emploi et la croissance de l'alimentation insalubre.

Cela dit, s'il apparaît de plus en plus clairement que l'agriculture mondiale a bel et bien atteint l'âge des limites²¹, celui où la croissance quantitative de la production ne peut plus être considérée comme souhaitable, une meilleure répartition des effectifs productifs, elle, l'est éminemment. Cela signifie que doit être favorisée la recherche d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une plus grande souveraineté alimentaire, à toutes les échelles possibles. Dans la mesure où cette recherche ne saurait être confiée à la grande agriculture industrielle, dont les objectifs de réalisation maximale de profits apparaissent incompatibles, mais bien à l'agriculture familiale, une décroissance des superficies tout comme des volumes apparaît tout à fait souhaitable. Mais, pour que soit réalisé le virage vers une réhabilitation de l'agriculture parcellaire, tout comme de la polyculture et de l'agroforesterie dans lesquelles celle-ci peut exceller, des transformations politiques majeures sont indispensables. Cela passe par un immense effort d'éducation citoyenne, scientifique et politique, effort indispensable à la transformation des politiques des États, dont le pouvoir de choisir demeure considérable.

18 Alain Faujas, « La volatilité des prix n'est pas une fatalité », dans *Le Monde*, *Les nouveaux paysans*, *op. cit.*, 2012, p. 84-85.

19 Rodolphe De Koninck et Jean-François Rousseau, *Gambling with the Land. The Contemporary Evolution of Southeast Asian Agriculture*, Singapour, National University of Singapore Press, 2012; Mark Spalding, Mami Kainuma et Lorna Collins (dir.), *World Atlas of Mangroves*, Londres et Washington, Earthscan, 2010.

20 Foley et collaborateurs, *op. cit.*, p. 339.

21 Serge Latouche, *L'Âge des limites*, Paris, Mille et une nuits, 2012.